

STPÉE



2014



Rapport RSE





SOMMAIRE

Nos activités
- page 4 -

Nos qualifications
- page 6 -

Nos partenaires
- page 7 -

Gouvernance et stratégie RSE
- page 8 -

Capital Humain
- page 10 -

Environnement
- page 12 -

Achats responsables
- page 14 -

Dialogue avec les parties prenantes
- page 17 -

Certification
- page 19 -

Indicateurs
- page 20 -

Pour toutes questions sur la démarche RSE, merci de contacter Mme Stéphanie JULIEN :
• par téléphone au 01 69 74 94 44
• par mail à l'adresse suivante : s.julien@stpee.fr



On pourrait se demander « pourquoi une PME décide de se lancer dans une démarche de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et décide de communiquer sur le sujet ? ».

Mais quoi de plus naturel pour une SCOP que la RSE ?

S'inscrire dans la durée en associant nos salariés aux décisions importantes de l'entreprise, en partageant équitablement les fruits du travail de chacun, en s'impliquant dans l'économie locale, tout en respectant l'environnement, tout cela fait partie de nos valeurs depuis longtemps.

En effet, en 1936, STPEE a été fondée sous statut SCOP ex-nihilo. Au cours de son histoire, l'entreprise a su évoluer en s'adaptant au contexte et aux demandes du marché.

Avec cette démarche, nous avons décidé de faire plus encore en inscrivant la Responsabilité Sociétale des Entreprises au sein de nos activités, dans une démarche structurée basée sur l'ISO 26000 et intégrant nos clients, fournisseurs, partenaires ainsi que la société civile.

En interne, nous avons décidé d'organiser des groupes de travail pour suivre les actions de chaque enjeu stratégique. Chacun est copiloté par deux membres du conseil de direction. Le tout est coordonné par notre responsable qualité sécurité environnement. En effet, ce projet complète nos engagements et nos récentes certifications qualité, sécurité et environnement.

Jean-Marie KERHERNO
Président Directeur Général

UNE SCOP, C'EST QUOI ?

Une SCOP est une entreprise dont les salariés sont maîtres à bord et partagent équitablement le pouvoir, les décisions et les résultats. Ils détiennent au moins 51 % du capital social et 65 % des droits de vote.

Dans une SCOP, les décisions en assemblée générale sont prises collectivement selon le principe « 1 personne = 1 voix », indépendamment du capital détenu.

Le dirigeant bénéficie d'un statut de salarié et est élu par les salariés associés : il exerce alors ses fonctions comme dans toute autre entreprise.

Les bénéfices sont équitablement répartis en trois parts :

- > une part « **travail** » pour tous les salariés, le plus souvent, sous forme de participation et d'intéressement ;
- > une part « **entreprise** » sous forme de « réserves impartageables » entre les associés, qui permettent de consolider les fonds propres ;

> une part « **capital** » pour les associés sous forme d'intérêts aux parts sociales (équivalent des dividendes dans les autres sociétés).

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) rassemble les entreprises qui cherchent à concilier activité économique et utilité sociale, donnant la primauté aux personnes sur la recherche de profits. Acteur économique de poids, l'ESS représente 10 % du PIB et près de 12 % des emplois.



NOS ACTIVITÉS

4

TERTIAIRE – INDUSTRIE

Nous développons un service de proximité complet capable d'apporter des réponses adaptées à chacun de nos clients :

- Etude et conception d'installations électriques
- Amélioration de la performance énergétique
- Réalisation
- Maintenance

Nous intervenons pour des travaux neufs ou de rénovation notamment en milieux occupés « sensibles » comme les hôpitaux dans les domaines suivants :

Installations électriques courants forts

- Poste Haute Tension
- Onduleurs
- Tableaux électriques
- Distribution de puissance
- Eclairage
- Bornes de recharge pour véhicules électriques

Sécurité des biens et des personnes

- Systèmes de Sécurité Incendie
- Appels malade
- Système de protection contre le vol, alarmes

Système de communication

- Interphonie
- Réseaux et câblages informatiques
- Data Center
- Réseaux TV
- Sonorisation
- Gestion Technique de Bâtiments

Nous assurons la maintenance 24h/24h des installations et proposons un service d'intervention d'urgence.

PÉTROLIER - TOUT CORPS D'ETAT

Spécialisés dans la construction et le développement des réseaux de distribution d'énergies fossiles, nous intervenons dans des domaines d'activités variés :

- Génie civil
- Maçonnerie
- Carrelage
- Plâtrerie
- Electricité basse et haute tension
- Signalétique
- Tous corps d'état

Nous nous chargeons de toutes les exécutions dans le domaine de la distribution pétrolière depuis la création de la station-service jusqu'aux travaux de démolition, en passant par toute la gamme possible d'entretiens et aménagements.

BORNES DE RECHARGE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Nous accompagnons les particuliers et les entreprises soucieux de passer à un mode de transport plus respectueux de l'environnement et plus économe à l'usage.

Nous garantissons :

- Des équipes d'experts recommandées par le constructeur de votre futur véhicule
- Une solution d'installation à un prix compétitif annoncé à l'avance
- Une prise de rendez-vous sous 48 heures pour procéder à l'installation avant la livraison de votre véhicule
- Le respect des délais annoncés
- Une installation fiable, aux normes de sécurité selon la réglementation en vigueur par nos techniciens spécialisés avec du matériel de qualité

RÉSEAUX

L'énergie électrique est la clé du développement économique et social de notre pays, nous y contribuons tous les jours à notre façon. En nous appuyant sur des équipes autonomes et professionnelles, nous travaillons dans les domaines de :

- Construction de lignes électriques BT/HT en aérien et souterrain
- Equipement de poste BT/HT
- Construction de réseau gaz polyéthylène
- Génie civil France Télécom
- Installation de bornes de recharge pour véhicule électrique
- Terrassement
- Canalisation et équipement de lotissement

5



NOS QUALIFICATIONS



NOS PARTENAIRES

6

Maçonnerie (technicité courante) et béton armé courant
Transformation en maçonnerie (technicité courante)



Installations Electriques Indice E 3 Classification 4

Eclairage Public Mention HT
Eclairage Public Indice ME 4
Eclairage Public Mention RT
Eclairage Public Indice TN 4
Maintenance Installation Electriques MIE 3-2



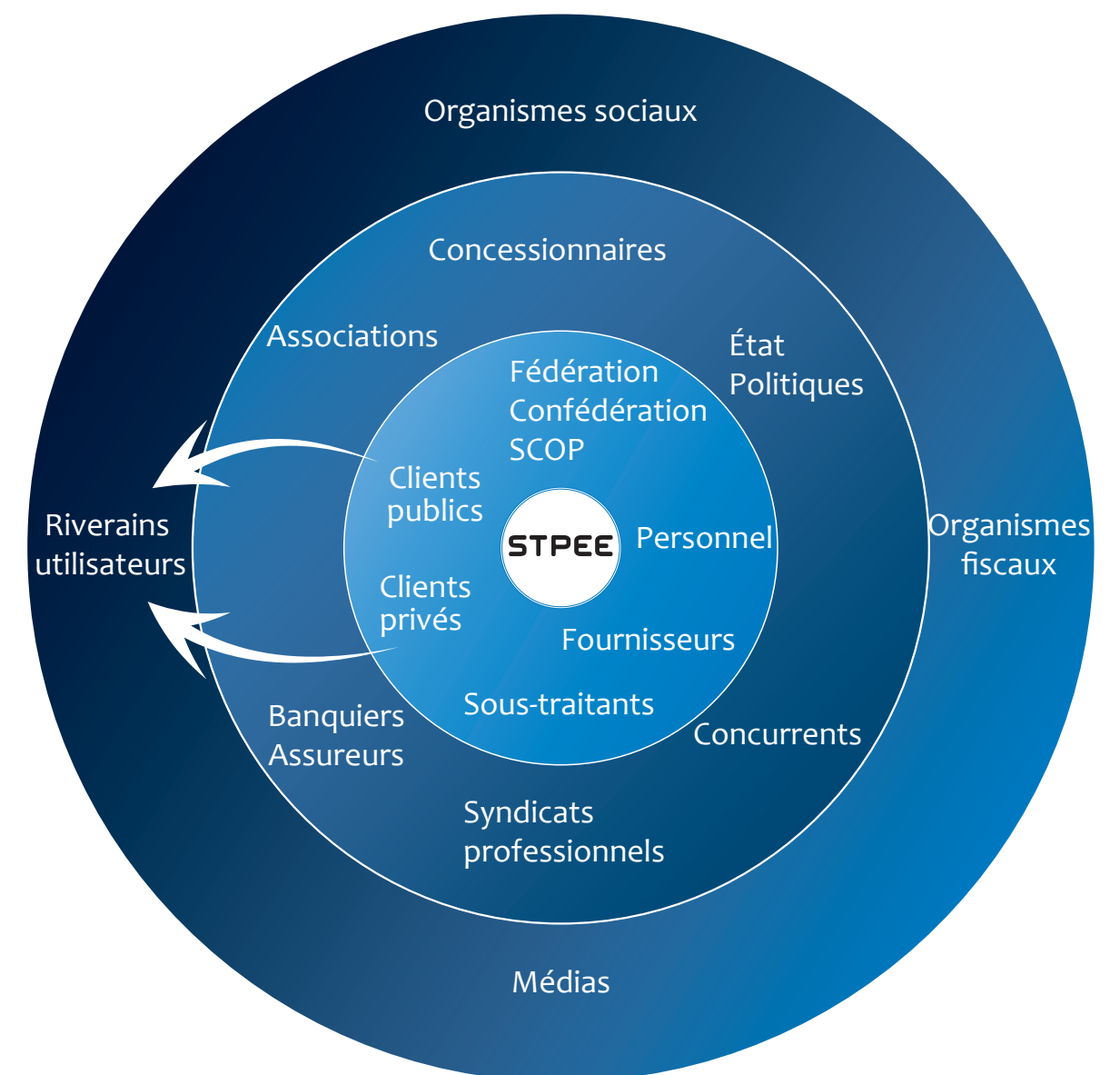
Réseaux aériens HTA et BT
Lignes aériennes de télécommunication et de vidéocommunication
Grands postes (> 50 kV)
Postes jusqu'à 50 kV inclus
Canalisations électriques souterraines
Etudes et calculs de réseaux
Installations tertiaires (tous bâtiments)
Installations industrielles (tous procédés)
Eclairage extérieur
Signalisation



7

Le conseil de direction a travaillé collectivement sur l'identification et la hiérarchisation des parties prenantes, elle se concrétise par la cartographie ci-dessous.

Cet exercice s'est poursuivi par l'identification des moyens de dialogues existants et la définition des attentes de chacun. Afin de valider ces travaux, des questionnaires d'écoute des attentes de parties prenantes ont été envoyés aux parties prenantes du premier cercle.





GOVERNANCE ET STRATÉGIE RSE

L'ACTION PHARE :

Améliorer l'intégration de nos sociétaires

Le conseil d'administration a décidé de travailler sur l'amélioration de l'accueil de

nos sociétaires. Le programme d'intégration comprend :

> une formation « JOURNEE NOUVEL ASSOCIE » animée par l'union régionale de la confédération des SCOP.
L'objectif est de faire découvrir

aux nouveaux salariés ce qu'est une entreprise coopérative

> un livret « être sociétaire »

> une participation au conseil d'administration en tant qu'observateur.

ETRE SOCIETAIRE



8

NOS INSTANCES DE GOUVERNANCE

Le conseil de direction est constitué de 9 hommes et 1 femme, l'équipe de direction de STPEE.

Le conseil d'administration compte 8 administrateurs représentant les différentes entités et catégories socio-professionnelles de l'entreprise.

L'assemblée générale réunit les sociétaires (72 % de l'effectif) au moins une fois par an.

DISCRIMINATION

STPEE est signataire de la charte de la diversité depuis 2006 et du pacte mondial de l'ONU en 2014.

Un accord égalité femme – homme a été signé en 2013. Depuis, un bilan annuel est réalisé auprès des délégués du personnel.

Aujourd'hui, les marchés publics nous demande d'attribuer une part des heures du marché à de l'insertion. Nous avons fait le choix d'embaucher plutôt que de recourir à l'ETI (entreprise de travail temporaire d'insertion) plus en adéquation avec nos valeurs.

IMPLICATION AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS

Les membres de la direction de STPEE s'impliquent localement et au sein de nos mouvements professionnels et coopératifs au travers de différents mandats.

INVESTISSEMENT DANS LA SOCIÉTÉ

Enfin, STPEE s'engage aussi auprès de la société civile en sponsorisant plusieurs clubs sportifs et en participant au financement d'actions sociales de proximité.

« Sois le changement que tu veux voir dans le monde. » Ghandi

9



Participation financière à la distribution des repas des personnes dépendantes.



CAPITAL HUMAIN

10

Depuis l'été 2014, nous sommes certifiés OHSAS 18001 par LRQA.

RELATIONS EMPLOYEUR / EMPLOYÉ

La coopérative rend les relations employeur/employé plus facile car les sociétaires (salariés de l'entreprise) élisent les administrateurs, qui nomment le PDG. De ce fait, les employés ont des attentes plus fortes vis-à-vis de la direction par rapport aux entreprises dites « classiques ». Le PDG est plus proche de ses salariés.

CONDITIONS DE TRAVAIL ET PROTECTION SOCIALE

Depuis 2012, nous avons mis en place des fiches d'exposition à la pénibilité pour nos salariés et travaillons à la réduire jour après jour.

Début 2014, nous avons décidé d'uniformiser la protection sociale des salariés quelque soit les catégories socio-professionnelles.

DIALOGUE SOCIAL

Le dialogue social s'appuie, entre autre, sur les réunions mensuelles des délégués du personnel et du comité d'entreprise, les réunions trimestrielles du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, les visites de chantier de la hiérarchie, ... Par ailleurs, en 2014, nous avons décidé d'améliorer la qualité des échanges des droits d'expression (loi Auroux), ils sont dorénavant planifiés en petit groupe d'une dizaine de personne afin de favoriser la prise de parole de chacun.

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Dans ce domaine, nous nous appuyons sur nos partenaires : services de santé au travail, OPPBTP et SERCE. Pour la direction, « il est inacceptable qu'un salarié soit accidenté ou touché dans son intégrité physique ou psychique ». C'est pourquoi, chacun doit appliquer les règles de prévention pour garantir sa sécurité et celle des gens qui l'entoure : collègues, sous-traitants, co-traitants ou riverains.

DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

La formation est un des fondements de STPEE. Elle représente 4,3 % de la masse salariale, soit près de cinq fois le taux légal.



L'ACTION PHARE :

Améliorer l'accueil des nouveaux salariés

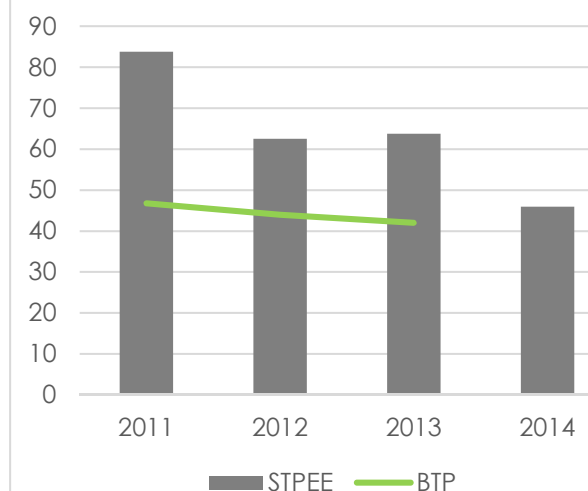
L'accueil des nouveaux embauchés manquait de formalisme pour améliorer la démarche, STPEE a mis en place :

> Un livret d'accueil

> un livret d'accueil prévention compilant toutes les informations de prévention à délivrer au nouvel embauché.

11

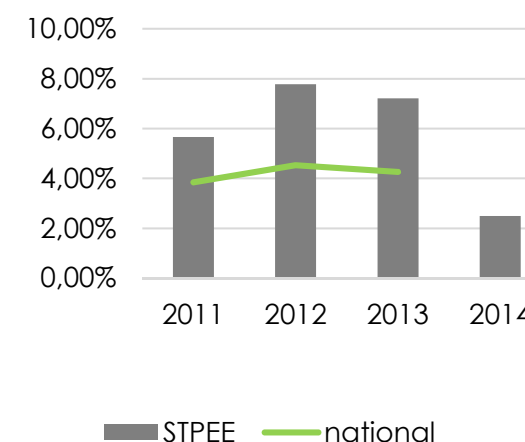
Taux de Fréquence (TF1)
avec ou sans arrêt



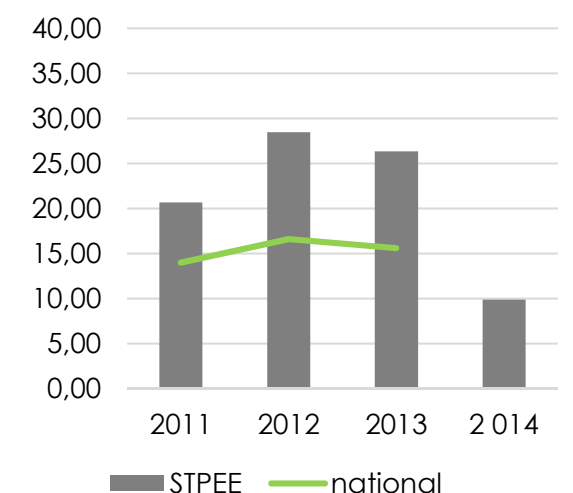
Taux de Gravité



Taux d'absentéisme
taux d'absentéisme = (nb de jour abs
calendaire)/(nb jour calendaire *
effectif)



Nombre de jour moyen
d'absence



« Le monde déteste le changement,
c'est pourtant la seule chose qui lui a permis de
progresser. » Charles F. Kettering



ENVIRONNEMENT

Depuis l'été 2014, nous sommes certifiés ISO 14001 par LRQA.

PRÉVENTION DE LA POLLUTION

Afin de limiter les impacts de nos activités, nous avons distribué à chacune de nos équipes des kits antipollution et des rétentions en les sensibilisant à leur utilisation.

Nous poursuivons notre démarche de maintenance préventive et de contrôle périodique pour réduire les impacts de nos engins et véhicules.

UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES

Sur chacune de nos agences et chantiers, nous avons mis en place le tri des déchets en favorisant le recyclage à l'enfouissement. Nous utilisons dans la mesure du possible des matériaux recyclés.

ATTÉNUATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Afin de connaître notre impact sur les changements climatiques et définir nos plans d'actions, nous avons réalisé notre bilan carbone en partenariat avec notre CCI. Nous actualiserons nos données en 2015.

Depuis, nous maintenons le suivi de nos consommations pour identifier de nouvelles pistes d'amélioration. Nous avons fait l'acquisition de 3 véhicules électriques et l'agence de Gisors s'est récemment installée dans un bâtiment bioclimatique.

En parallèle, nous accompagnons nos clients vers des systèmes plus économes en énergie notamment en Eclairage Public.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les réflexions du groupe de pilotage de cet enjeu nous ont permis de travailler sur la réduction de la consommation d'eau en installant des limiteurs de pressions, en étudiant la possibilité de mettre en place des récupérateurs d'eaux de pluie pour nos installations de lavages des véhicules et engins.

L'ACTION PHARE :

Campagne de communication d'éco-gestes

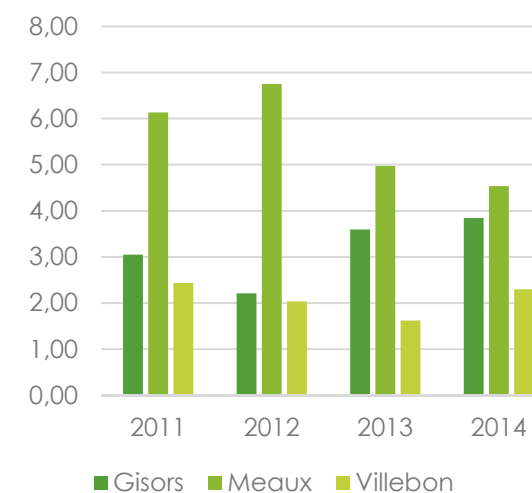
La certification ISO 14001 porte principalement sur des pratiques de chantier, les bureaux sont moins impactés.

Le groupe de travail environnement a proposé une campagne de communication

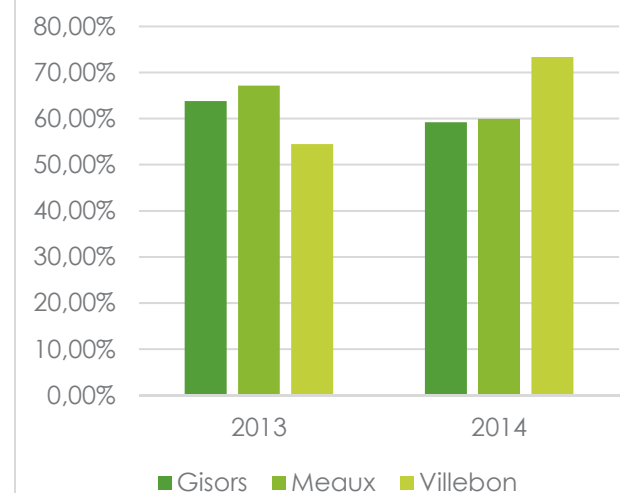
d'éco-gestes pour rappeler à chacun l'importance des gestes du quotidien pour l'amélioration de notre environnement.



Consommation d'eau de ville en m3/ETP



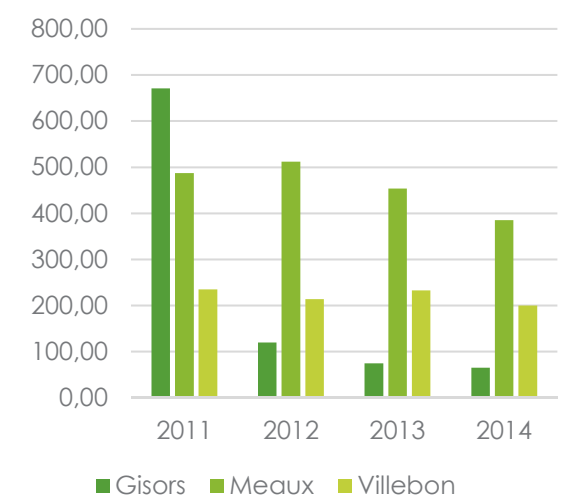
Proportion de déchets recyclés



Consommation d'électricité et gaz naturel en kwh/ETP



Consommation d'électricité et gaz naturel en kwh/m2



« Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants »

Antoine De Saint-Exupéry



ACHATS RESPONSABLES

14



RELATIONS FOURNISSEURS

Nous pérennisons nos relations avec nos fournisseurs en mettant en place des échanges réguliers autour de notre système d'évaluation. Nous accompagnons nos fournisseurs rencontrant des difficultés pour maintenir la performance attendue.

Nous privilégions des partenaires locaux pour réduire l'impact carbone lié au transport et participer à l'emploi sur notre territoire.

Nous favorisons l'achat de produits respectueux de l'environnement, voire recyclés, et fabriqués dans des conditions socialement convenables.

EVALUATION DES FOURNISSEURS

La démarche en cours nous a permis de faire évoluer la méthode d'évaluation de nos fournisseurs en y intégrant des items RSE : respect et préservation de l'environnement, prise en compte de l'égalité femme-homme... Cette évaluation a un double intérêt : connaître les démarches mises en œuvre par nos fournisseurs et accompagner ceux qui ne les auraient pas initiées.

PROTECTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ

Le recensement des produits chimiques ainsi que la collecte des fiches de données de sécurité (fds) nous ont permis de réaliser l'évaluation du risque chimique et de mettre en place un plan de suppression des produits cancérigènes, mutagènes, reprotoxiques (cmr). Ce choix nous permet de réduire, voire de supprimer, un risque non négligeable pour nos salariés et sur l'environnement.

15



Aménagement en bois PEFC d'un véhicule de chantier.

L'ACTION PHARE :

Améliorer nos investissements en prenant en compte les 3 piliers du développement durable

Cette action a débuté par le recensement du matériel utilisé sur nos chantiers afin de l'harmoniser entre les équipes. Ensuite, des fiches type « cahier des charges » ont été définies pour chaque typologie de matériel de chantier afin de prendre en compte nos engagements sur les trois piliers : économique (coût à l'achat, à l'utilisation...), social (réduction de la pénibilité au travail, ergonomie, simplicité d'utilisation...) et environnement (réduction des consommations et consommables, recyclabilité...).

« Dans un environnement qui change, il n'y a pas de plus grand risque que de rester immobile. » Jacques Chirac



DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES

17

BOITE À IDÉES

En complément des moyens de communication existant dans l'entreprise (journal interne, écran d'accueil, tableaux d'affichage, ...), nous permettons aux salariés de s'exprimer par le biais d'une boîte à idées. Chaque proposition est évaluée par les membres du conseil de direction et une réponse est apportée à chaque suggestion dans le journal interne.

SALON

Nous profitons de nos participations à différents salons professionnels pour promouvoir notre professionnalisme ainsi que notre engagement dans une démarche de responsabilité sociétale des entreprises.

SATISFACTION CLIENT

97 % de nos clients nous recommandent. Ils nous attribuent la note moyenne de 8,79/10.

ECHANGE AU SEIN DES FÉDÉRATIONS SCOP

Les fédérations nationale et régionale des SCOP du BTP ainsi que les unions régionales des SCOP organisent des réunions d'échanges et de partages de nos pratiques à différents niveaux (pdg, qse, achats, ...) et sur des sujets variés.

IMPLICATION

Les membres du conseil de direction de l'entreprise siègent au sein de nombreuses instances paritaires, techniques et professionnelles. En voici quelques exemples : QUALIFELEC, SERCE, OPPBTP, ADEZAC, AEE (Agence pour l'Economie en Essonne), CLUB FACE, CGPME 91, FRTP Normandie, ...



L'ACTION PHARE :

Améliorer notre communication externe

Dès le lancement de la démarche, nous avons décidé de la rénovation de notre site web (intranet et internet) pour

améliorer la communication interne et externe et promouvoir nos actions de RSE.

Ce rapport permettra aussi un nouvel axe de communication avec nos parties prenantes.



CERTIFICAT D'APPROBATION

Nous certifions que le système de Management de la société:

STPEE

**Villebon Parc - 4 rue Vitruve
91140 VILLEBON SUR YVETTE, France**

a été approuvé par la société Lloyd's Register Quality Assurance selon les normes de Management de la Qualité, de Management Environnemental et de Management Santé Sécurité suivantes:

ISO 9001:2008

ISO 14001:2004

OHSAS 18001 :2007

Le système de Management de la Qualité, de Management Environnemental et de Management Santé Sécurité concerne:

Etudes, réalisation et maintenance de :

Travaux d'installations de lignes de réseaux de transport et distribution d'énergie, de télécommunication, d'éclairage et de signalisation, travaux d'installations de puissance d'automatisme et de contrôle dans le secteur industriel, travaux d'installation de réseaux en courant fort et faible et des systèmes de contrôles et de commandes dans le secteur tertiaire, travaux de génie civil pour installation de stations ou de dépôts dans le secteur pétrolier.

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Certificat
d'approbation No:
FQA 0354112

Première approbation QMS: 03 Décembre 1999
Première approbation EMS/SMS: 01 Octobre 2014
Certificat en cours: 01 Octobre 2014
Expiration du certificat: 30 Septembre 2017

Emis par: Lloyd's Register Quality Assurance France SAS
Au nom et pour le compte de LRQA Limited



1, boulevard Vivier Merle, 69443 Lyon cedex 03 France
Au nom et pour le compte de Hiramford, Middlemarch Office Village, Siskin Drive, Coventry, CV3 4FJ, United Kingdom
Cette approbation est soumise aux procédures d'audit, de certification et de surveillance de LRQA.
L'utilisation du logo d'accréditation UKAS désigne l'accréditation par rapport aux activités couvertes par le Certificat d'Accréditation Numéro 001
Macro Revision 13

Lloyd's Register Group Limited, its affiliates and subsidiaries, including Lloyd's Register Quality Assurance Limited (LRQA), and their respective officers, employees or agents are, individually and collectively, referred to in this clause as 'Lloyd's Register'. Lloyd's Register assumes no responsibility and shall not be liable to any person for any loss, damage or expense caused by reliance on the information or advice in this document or howsoever provided, unless that person has signed a contract with the relevant Lloyd's Register entity for the provision of this information or advice and in that case any responsibility or liability is exclusively on the terms and conditions set out in that contract.

RECUEIL DES ATTENTES DE PARTENAIRES

Il s'est réalisé en 3 temps :

- Envoi de 134 enquêtes papier aux clients et sous-traitants (17 retours soit 13 %)
- Envoi de 112 enquêtes numériques via un formulaire google aux fournisseurs (29 retours soit 26 %).
- Baromètre social pour les parties prenantes internes





Indicateurs 2014

ECONOMIE								
GRI 4.0	Grenelle	ISO 26000	Pacte Mondial	Indicateurs	Unité	2012	2013	2014
Performance économique								
G4-9	-	6.8.7	-	Chiffres d'affaires	k€	19 811	22 208	20 657
G4-9	-	6.8.7	-	Capitaux propres	k€	7 936	9 220	9 288
G4-9	-	6.8.7	-	Dettes	k€	10 841	9 925	8 849
EC1	-	6.8.7	-	Résultat avant impôt sur les sociétés	k€	262	1300	735
EC1	-	6.8.7	-	Excédent de gestion	k€	129	1 307	680
EC1	I.1.a	6.8.7	-	Montant de la participation distribué	k€	43	594	293
EC1	I.1.a	6.8.7	-	Montant des dividendes	k€	43	119	93
EC1	I.1.a	6.8.7	-	Montant des résultats affectés aux investissements	k€	43	594	293
EC1	I.1.a	6.8.7	-	Capital social	k€	2111	2 117	2 221
EC1	I.1.a	6.8.7	-	Valeur totale des actifs	k€	7 309	6 782	6 665
EC1	I.1.a	6.8.7	-	Immobilisations corporelles (valeurs nettes)	k€	7 279	6 755	6 637
EC4	-	-	-	Montant des aides et des subventions publiques obtenues	€	0	59	59
Gouvernance								
Conseil d'administration								
LA-12	-	6.2	-	Effectif total du conseil d'administration	nombre	8	8	8
-	-	6.2	-	Nombre de réunions du conseil d'administration	nombre	8	8	8
LA-12	-	6.2	-	Part de femmes au sein du conseil d'administration	%	0	0	0
Conseil de direction								
LA-12	-	6.2	-	Effectif total du conseil de direction	nombre	8	8	8
-	-	6.2	-	Nombre de réunions du conseil de direction	nombre	10	10	10
LA-12	-	6.2	-	Part de femmes au sein du conseil de direction	%	13	13	13
Dialogue avec les parties prenantes								
G4-24 à G4-27	-	7.6	-	Nombre de questionnaires de recueil des attentes des parties prenantes envoyés	nombre	-	-	246
G4-24 à G4-27	-	7.6	-	Taux de réponse aux questionnaires de recueil des attentes des parties prenantes	%	-	-	19
Implantations								
G4-9	-	7.6	-	Nombre de sites	nombre	3	3	3
-	-	7.6	-	Sites certifiés ISO 9001	%	100	100	100
-	-	7.6	-	Sites certifiés ISO 14001	%	0	0	100
-	-	7.6	-	Sites certifiés OHSAS 18001	%	0	0	100

GRI 4.0	Grenelle	ISO 26000	Pacte Mondial	Indicateurs	Unité	2012	2013	2014
Sociétariat								
LA-12	-	6.2	-	Nombre de sociétaires	nombre	146	144	148
LA-12	-	6.2	-	Nombre de sociétaires salariés	nombre	135	137	138
LA-12	-	6.2	-	Part des salariés sociétaires au sein des effectifs (hors apprentis et contrat de professionnalisation)	%	73	72	76
LA-12	-	6.2	-	Part des salariés sociétaires hommes au sein des effectifs hommes (hors apprentis et contrat de professionnalisation)	%	71	70	74
LA-12	-	6.2	-	Part des salariés sociétaires femmes au sein des effectifs femmes (hors apprentis et contrat de professionnalisation)	%	95	100	94
LA-12	-	6.2	-	Répartition des salariés sociétaires par tranche d'âge : - de 30 ans	%	8	7	7
LA-12	-	6.2	-	Répartition des salariés sociétaires par tranche d'âge : de 30 à 50 ans	%	49	50	53
LA-12	-	6.2	-	Répartition des salariés sociétaires par tranche d'âge : + de 50 ans	%	43	43	40
LA-12	-	6.2	-	Taux de participation à l'assemblée générale (sociétaires présents ou représentés)	%	73	81	76
Audit et contrôle financier								
-	-	7.6	-	Notation de la banque de France	note	E4+	E3	E3

ENVIRONNEMENT								
GRI 4.0	Grenelle	ISO 26000	Pacte Mondial	Indicateurs	Unité	2012	2013	2014
ÉNERGIE								
Gisors								
EN3	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation totale de gaz	kWh	0	0	0
EN3	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation totale d'électricité	kWh	115 984	129 911	112 879
EN5	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation de gaz / m2	kWh / m²	0	0	0
EN5	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation d'électricité / m2	kWh / m²	120	75	65
EN5	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation de gaz / ETP	kWh / ETP	0	0	0
EN5	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation d'électricité / ETP	kWh / ETP	1 757	2 030	2 052
Meaux								
EN3	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation totale de gaz	kWh	0	0	0
EN3	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation totale d'électricité	kWh	76 850	68 100	57 755
EN5	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation de gaz / m2	kWh / m²	0	0	0
EN5	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation d'électricité / m2	kWh / m²	512	454	385
EN5	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation de gaz / ETP	kWh / ETP	0	0	0
EN5	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation d'électricité / ETP	kWh / ETP	1 874	1 661	1 481

GRI 4.0	Grenelle	ISO 26000	Pacte Mondial	Indicateurs	Unité	2012	2013	2014
Villebon								
EN3	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation totale de gaz	kWh	73 432	97 962	77 812
EN3	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation totale d'électricité	kWh	204 278	204 694	182 252
EN5	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation de gaz / m2	kWh / m²	56	75	60
EN5	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation d'électricité / m2	kWh / m²	214	233	200
EN5	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation de gaz / ETP	kWh / ETP	918	1 152	961
EN5	I.2.c	6.5.4	Environnement	Consommation d'électricité / ETP	kWh / ETP	3 471	3 561	3 211
EAU								
Gisors								
EN8	I.2.c	6.5.4	Environnement	Volume total d'eau de ville prélevé	m³	146	230	246
EN8	I.2.c	6.5.4	Environnement	Volume total d'eau de ville prélevé / ETP	m³	2,21	3,59	3,84
Meaux								
EN8	I.2.c	6.5.4	Environnement	Volume total d'eau de ville prélevé	m³	277	204	186
EN8	I.2.c	6.5.4	Environnement	Volume total d'eau de ville prélevé / ETP	m³	6,76	4,98	4,54
Villebon								
EN8	I.2.c	6.5.4	Environnement	Volume total d'eau de ville prélevé	m3	163	138	184
EN8	I.2.c	6.5.4	Environnement	Volume total d'eau de ville prélevé / ETP	m3	2,04	1,62	2,30
TRANSPORT								
Gisors								
EN30	I.2.a	6.5.4	Environnement	Consommation de carburant	litre	277 188	255 084	262 173
EN30	I.2.a	6.5.4	Environnement	Consommation de carburant	l/100km	-	-	32
Meaux								
EN30	I.2.a	6.5.4	Environnement	Consommation de carburant	litre	131 553	120 446	108 179
EN30	I.2.a	6.5.4	Environnement	Consommation de carburant	l/100km	-	-	25
Villebon								
EN30	I.2.a	6.5.4	Environnement	Consommation de carburant	litre	66 662	67 098	60 620
EN30	I.2.a	6.5.4	Environnement	Consommation de carburant	l/100km	-	-	12
EFFLUENTS								
Gisors								
EN22	I.2.b	6.5.3 6.5.4	-	Volume de rejets d'eaux usées	m³	146	230	246
EN24	I.2.b	6.5.3	-	Nombre total de déversements	nombre	0	0	0
EN24	I.2.b	6.5.3	-	Volume total de déversements	m³	0	0	0
Meaux								
EN22	I.2.b	6.5.3 6.5.4	-	Volume de rejets d'eaux usées	m³	277	204	186
EN24	I.2.b	6.5.3	-	Nombre total de déversements	nombre	0	0	0
EN24	I.2.b	6.5.3	-	Volume total de déversements	m³	0	0	0

GRI 4.0	Grenelle	ISO 26000	Pacte Mondial	Indicateurs	Unité	2012	2013	2014
Villebon								
EN22	I.2.b	6.5.3 6.5.4	-	Volume de rejets d'eaux usées	m³	163	138	184
EN24	I.2.b	6.5.3	-	Nombre total de déversements	nombre	0	0	0
EN24	I.2.b	6.5.3	-	Volume total de déversements	m³	0	0	0
DECHETS								
Gisors								
EN23	I.2.b	6.5.3	-	Poids total de déchets	T	-	29,98	74,98
EN23	I.2.b	6.5.3	-	Poids total de déchets recyclés	T	-	19,14	44,40
EN23	I.2.b	6.5.3	-	Pourcentage de déchets recyclés	%	-	64	59
EN31	I.2.b	6.5.3	-	Coût du traitement des déchets	€	-	1 455	6 588
Meaux								
EN23	I.2.b	6.5.3	-	Poids total de déchets	T	-	56,92	36,99
EN23	I.2.b	6.5.3	-	Poids total de déchets recyclés	T	-	38,24	22,17
EN23	I.2.b	6.5.3	-	Pourcentage de déchets recyclés	%	-	67	60
EN31	I.2.b	6.5.3	-	Coût du traitement des déchets	€	-	25	2 942
Villebon								
EN23	I.2.b	6.5.3	-	Poids total de déchets	T	-	52,34	58,96
EN23	I.2.b	6.5.3	-	Poids total de déchets recyclés	T	-	28,51	43,24
EN23	I.2.b	6.5.3	-	Pourcentage de déchets recyclés	%	-	54	73
EN31	I.2.b	6.5.3	-	Coût du traitement des déchets	€	-	10 561	9 755



SOCIAL								
GRI 4.0	Grenelle	ISO 26000	Pacte Mondial	Indicateurs	Unité	2012	2013	2014
PRATIQUES EN MATIÈRE D'EMPLOI ET TRAVAIL DÉCENT								
Emploi								
LA1	I.1.a	6.4.3	-	Pourcentage de salariés embauchés dans l'année	%	13,37	10,53	3,83
LA1	I.1.a	6.4.3	-	Nombre de départ	nombre	23	15	15
LA1	I.1.a	6.4.3	-	Pourcentage de départ dans l'année	%	12,30	7,8	8,20
G4-9	I.1.a	6.8.5	-	Effectif total	nombre	186	190	182
LA12	-	6.2	-	Effectif féminin	nombre	17	17	16
LA12	-	6.2	-	Effectif masculin	nombre	169	174	166
LA12	-	6.2	-	Effectif des salariés de – de 30 ans	nombre	33	30	27
LA12	-	6.2	-	Effectif des salariés de 30 à 50 ans	nombre	88	92	93
LA12	-	6.2	-	Effectif des salariés de + de 50 ans	nombre	65	68	62
LA1	I.1.a	6.4.3	-	Effectif des cadres	nombre	17	17	19
LA1	I.1.a	6.4.3	-	Effectif des ETAM	nombre	56	57	51
LA1	I.1.a	6.4.3	-	Effectif des ouvriers	nombre	107	109	105
LA1	I.1.a	6.4.3	-	Effectif des apprentis	nombre	6	7	7
LA1	I.1.a	-	-	Ancienneté moyenne des effectifs	année	15	15	15
LA1	I.1.a	-	-	Age moyen des effectifs (apprentis et contrat de professionnalisation inclus)	année	42,72	43,37	43,25
Santé et sécurité au travail								
LA5	I.1.d	6.4.6	-	Pourcentage de l'effectif total représenté au CHSCT	%	4,28	3,16	3,30
LA5	I.1.d	6.4.6	-	Nombre de réunion du CHSCT	nombre	4	4	5
LA6	I.1.d	6.8.8	-	Taux de fréquence TF1 (avec arrêt)	taux	62,53	63,73	45,93
LA6	I.1.d	6.8.8	-	Taux de fréquence TF2 (avec ou sans arrêt)	taux	80,91	73,29	60,06
LA6	I.1.d	6.8.8	-	Taux de gravité	taux	90,91	105,26	71,43
LA6	I.1.d	6.8.8	-	Indice de fréquence	taux	2,81	2,13	0,76
LA6	I.1.d	6.8.8	-	Indice de gravité	taux	0,00	15,93	77,73
LA6	I.1.d	6.8.8	-	Taux d'absentéisme	taux	62,53	63,73	45,93
LA6	I.1.d	6.8.8	-	Nombre de jour moyen d'absence	nombre	28,47	26,33	9,89
LA6	I.1.d	6.8.8	-	Nombre de maladie professionnelle ou à caractère professionnel reconnue	nombre	0	0	1
Mécanismes de règlement des griefs relatifs aux pratiques en matière d'emploi								
LA16	I.1.f	6.3.6	-	Nombre de griefs concernant les pratiques en matière d'emploi déposés, examinés et réglés via des mécanismes officiels de règlement des griefs	nombre	0	0	0
LA16	I.1.f	6.3.6	-	Nombre de chantiers arrêtés par la DIRECCTE	nombre	1	0	0

GRI 4.0	Grenelle	ISO 26000	Pacte Mondial	Indicateurs	Unité	2012	2013	2014
Formation et éducation								
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Nombre d'heures de formation	nombre	2597	2183	3 893
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Nombre d'heures moyen de formation	heures/salariés	13,89	11,49	10,09
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Nombre de stages	nombre	197	161	386
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Nombre de stagiaire	nombre	115	97	171
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Taux d'accès à la formation	%	61	51	94
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Budget de formation	€	147 412	117 850	215 516
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Budget moyen de formation par salarié	€/salarié	788,30	620,26	1 381,96
Diversité et égalité des chances								
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Nombre de personne n'ayant pas eu accès à la formation depuis 5 ans *	nombre	–	0	0
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Pourcentage de personne n'ayant pas eu accès à la formation depuis 5 ans sur effectif total *	%	–	0	0
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Représentativité du personnel féminin	%	–	8,95	8,79
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Nombre de stage suivis par du personnel féminin	%	–	8,16	7,52
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Nombre d'heure de formation suivis par du personnel féminin	%	–	14,92	6,69
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Coût de la formation suivis par du personnel féminin	%	–	16,84	7,95
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Pourcentage de formation (nombre de stages) réalisé en e-learning	%	–	1	0
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Femmes	%	–	12	0
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Hommes	%	–	0	0
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Pourcentage de formation (nombre de stages) réalisé au sein de l'entreprise	%	–	81	91
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Femmes	%	–	63	96
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Hommes	%	–	82	91
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Pourcentage de formation (nombre de stages) réalisé en dehors de l'entreprise	%	–	18	9
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Femmes	%	–	25	4
LA9	I.1.e	6.4.7	-	Hommes	%	–	18	9
Égalité de rémunération entre les femmes et les hommes								
LA13	I.1.f	6.3.7	-	Pourcentage moyen d'augmentation accordé aux femmes	%	–	2,79	1,68
LA13	I.1.f	6.3.7	-	Distribution des augmentations aux femmes	%	–	100	94
LA13	I.1.f	6.3.7	-	Pourcentage moyen d'augmentation accordé aux hommes	%	–	2,82	1,55
LA13	I.1.f	6.3.7	-	Distribution des augmentations aux hommes	%	–	94	90
Égalité de promotion								
LA13	I.1.f	6.3.7	-	Pourcentage de salariés promus (changement de coefficient)	%	–	4	6
LA13	I.1.f	6.3.7	-	Pourcentage de salariés promus à temps partiel (changement de coefficient)	%	–	0	0

DROITS DE L'HOMME								
Mécanismes de règlement des griefs relatifs aux droits de l'homme								
HR12	II.3.e	6.3.6	-	Nombre de griefs concernant les impacts sur les droits de l'homme déposés, examinés et réglés via des mécanismes officiels de règlement des griefs	nombre	0	0	0
SOCIÉTÉ								
Politiques publiques								
SO6	-	6.6.4	-	Budget dédié au mécénat	€	9 788,50	9 269	8 537
LA13	I.1.f	6.3.7	-	Montant des dépenses en ESAT	€	1 422	0	830
Conformité								
SO8	-	4.6	-	Nombre total de sanctions pour non-respect des législations et réglementations	nombre	0	0	0

STPEE



Agence de Villebon Sur Yvette *Siège Social*

4, rue Vitruve
Villebon Parc
91140 Villebon Sur Yvette

Tél : 01 69 74 94 00

Agence de Gisors

13 Route de Paris
27140 Gisors

Tél : 02 32 55 04 61

Agence de Meaux

Z.I. Nord
27, rue Alexandre Volta
77100 Meaux

Tél : 01 60 23 29 90

Une équipe de professionnels
à votre service



web